



DÉFENDONS NOS SALAIRES PRÉPARONS UNE ACTION !

Jeudi 2 avril 2009

Les réunions pour les négociations salariales se succèdent comme à l'habitude. Le fond du discours reste exactement le même depuis des années. La crise économique et la situation « dramatique » de Ford servent à justifier des augmentations ridicules.

Il n'y a évidemment aucune négociation. Tout le problème pour la direction est de faire accepter le peu qu'elle voudra bien donner. Les + 1,3 % de la semaine dernière deviennent + 1,5 % et pour la dernière réunion, cela pourrait se transformer en + 1,6 %. Tout est planifié d'avance pour donner l'impression qu'il y a une discussion et que la direction est à l'écoute.

Pas d'inquiétude, la direction gère.

Nouveauté pour cette année, la direction se sert de la reprise du site et de la sauvegarde des emplois annoncée pour expliquer que nous ne pouvons pas avoir en plus des augmentations de salaires. Cela serait « irresponsable » c'est d'ailleurs l'accusation qu'elle porte aux syndicats qui revendiquent une augmentation ne serait-ce que de 2 %.

« Regardez ce qui se passe dans les autres entreprises » nous répète la direction. Partout, chez Renault, Peugeot les augmentations sont nulles ou dérisoires. Normal, le Medef pleure sur ses profits en danger et exerce une pression considérable pour geler les revenus des salariés. Même une augmentation du Smic est insupportable à leurs yeux.

La crise pour tout le monde ?

Il n'en est pas tout à fait de même pour les revenus des patrons et dirigeants. Ça grince quand il s'agit de bloquer ou de cadrer les « bonus », ça se plaint quand il s'agit de limiter les primes de départ des dirigeants démissionnés ou retraités. La crise n'a pas les mêmes conséquences sur tout le monde. Les financiers et actionnaires cherchent à sauver leurs fortunes. Et pour cela, ils y mettent les moyens en s'attaquant à la masse salariale : fermetures, licenciements, salaires gelés.

On le voit avec les entreprises dites en difficulté (mais où sont passés les profits des années précédentes) ou même avec les entreprises qui continuent à faire des bénéfices voire à les augmenter. Total bat ses records de bénéfices et licencie. Caterpillar, malgré ses 3.5 milliards de bénéfices, prévoit de supprimer 24 000 emplois dans le monde.

La crise de ces derniers mois a bon dos. Cela fait des années que nous avons droit aux mêmes discours. Depuis les années 80, les patrons justifient les licenciements, les fermetures d'usine au nom de la sauvegarde des entreprises ou au nom des emplois de demain. Mais les lendemains se ressemblent toujours. Ce sont encore et encore des licenciements et des fermetures.

La logique financière ne change pas et au bout du compte, cela se traduit par un appauvrissement des populations, par une augmentation de la précarité mais pas des salaires toujours plus bas au regard du coût de la vie. La politique menée par les patrons enfonce la majorité des salariés dans une catastrophe sociale. En aucun cas, les licenciements et les baisses de salaires n'ont permis de sauver des entreprises ou des emplois. D'ailleurs ce n'est pas du tout le souci des patrons.

C'est le chantage classique qui permet de justifier des attaques et un recul du niveau de vie. A Ford comme ailleurs, c'est exactement la même politique.

La direction nous parle de Ford comme d'une entreprise à la « dérive ». Ford n'aurait pas les moyens d'assurer à tous du boulot ou des augmentations de salaire. Ford déclarait des pertes en 2006. Alors, il y a eu les plans de restructurations, les 15 à 20 fermetures d'usines, les plus de 40 000 suppressions d'emplois, les attaques contre les retraites et le système de santé des salariés américains ... et maintenant ? Ce sont près de 15 milliards de pertes déclarées. Une aggravation de la situation et donc de nouvelles annonces de suppressions d'emplois, de nouvelles attaques contre le niveau de vie.

En quoi les suppressions d'emplois ont-elles été une solution aux difficultés ? En rien ! Au contraire, cela n'a fait qu'aggraver la situation. A chaque fois, c'est plus de pauvreté, une baisse logique de la consommation et les ventes diminuant, les productions s'effondrent. Et de nouveau, les patrons justifient des licenciements et des salaires bloqués. On recommence, la boucle est bouclée.

Pas difficile d'imaginer que les choses s'aggraveront encore une fois pour l'ensemble des salariés. Et que la crise s'approfondira.

Les patrons exercent une pression énorme pour faire accepter les reculs

Parce que Caterpillar, Continental ou Sony licencient et ferment, nous devrions, d'après la direction de Ford, être soulagés et nous sentir comme des privilégiés. En clair, il s'agit de se satisfaire de ce que l'on a. Aujourd'hui, si nous n'avons pas d'augmentation de salaires, il faudrait l'accepter sinon ce serait de l'indécence. Si demain, la direction s'attaque aux conditions sociales, il faudra accepter car nous avons un emploi.

Ce chantage n'a pas de limite. On le voit bien, les patrons se servent de la crise et des drames que vivent des centaines de milliers de salariés pour faire passer leur politique d'austérité. Mais à aucun moment, ces patrons ne nous parlent de leurs revenus, de leurs comptes en banques. A aucun moment, ils ne rendent des comptes transparents sur la situation financière des entreprises, à Ford comme partout ailleurs.

Un des paradoxes que nous rencontrons dans les réunions c'est que la direction ne parle que des difficultés de Ford. Pourtant, officiellement nous serons d'ici un mois, sous pavillon HZ. Une entreprise qui soi-disant se porte bien, qui rachète des usines (certes à tarif réduit), qui a des perspectives de production et de vente y compris pour la transmission que Ford trouvait obsolète.

Pourquoi n'est-il jamais question de la situation financière de HZ ? Pourquoi discuter uniquement par rapport à Ford ? Est-ce que Ford ne reste pas en réalité le vrai patron ? C'est la même direction, les mêmes discours, les mêmes arguments. Un peu comme s'il n'y avait pas de changement.

Il y a urgence à défendre notre niveau de vie

La direction joue avec les chiffres. Quand elle propose + 1,5 %, en réalité nous n'avons pas d'augmentation de salaires. La prime liée au volume (4 x 225 euros net) est supprimée, ce qui fait une perte moyenne de 6,16 % pour cette année. Ce sont les chiffres de la direction que nous pouvons retrouver dans le flash info n° 1165 du 2 avril 2008. Le calcul est vite fait : - 6,16 + 1,5 = - 4,66 %.

Voilà ce que propose la direction, une véritable baisse de nos revenus pour l'année 2009.

En ce qui concerne toutes les autres revendications, la direction répond la même chose « Ford n'a pas les moyens ». Il n'est pas question pour la direction d'améliorer les conditions d'indemnisation du chômage partiel. Pourtant, les menaces de chômage partiel sont importantes. La direction a précisé que « *actuellement vous êtes en chômage partiel payé à 100 %. Cela ne va pas durer, il y aura des vacances forcées* ». Il n'est pas question non plus, pour la direction, de donner une 13ième mois, ni d'intégrer les primes d'équipe dans le salaire de base (ce qui ne coûterait rien de plus).

« *Les emplois sont sauvés, alors que voulez-vous de plus ?* ». La direction considère qu'elle a fait son boulot, qu'elle a rempli ses engagements et donc « *vous n'aurez pas tout* ». Nous refusons ce chantage. Il y en a marre de cette propagande patronale qui vise à faire payer la crise toujours aux mêmes. Il nous faut une vraie augmentation de salaire. **Il n'est pas question d'accepter ce - 4,66 %.**

Nous avons proposé aux autres organisations syndicales de nous rencontrer afin d'envisager une action commune à l'occasion de la dernière réunion du mercredi 8 avril. Nous pensons qu'il y a deux revendications sur lesquelles nous pouvons tomber d'accord : une vraie augmentation de salaire (passer en positif) et une meilleure indemnisation du chômage partiel.

De toute façon, il n'y aura aucune avancée si les salariés n'interviennent pas dans la discussion. La mobilisation est nécessaire si nous voulons obtenir plus. La direction a d'ailleurs parlé de l'année dernière avec les + 3,2 % et la prime trimestrielle de 225 euros comme d'une année exceptionnelle. C'est vrai, mais il faut dire, qu'il y a eu le blocage de l'usine, des manifestations et un mouvement pour les salaires. On a vu ce que cela a donné.

Pour cette année, le problème reste posé : oui il nous faudra batailler pour obtenir au moins le maintien du pouvoir d'achat. **Nous donnons rendez-vous à tous mercredi prochain.**